

**Séance ordinaire du
lundi 14 décembre 2020**

L'an deux mille-vingt et le quatorze décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Protection de la population et tranquillité publique

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

Absents :

**Délégation de Service Public Fourrière Automobile - Rapport annuel du
délégataire relatif à l'exercice 2019 - Examen**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération en date du 3 novembre 2017, la Ville de Montpellier a confié à la société ENLEVEMENT ET GARDIENNAGE SERVICES (EGS) l'exploitation du service public de la Fourrière Automobile par convention de Délégation de Service Public pour une durée de 7 ans à compter du 1^{er} janvier 2018.

Par délibération en date du 3 avril 2018, l'avenant n° 1 a été passé pour autoriser la cession du contrat de Délégation de Service Public à la société dédiée ENLEVEMENT ET GARDIENNAGE SERVICES MONTPELLIER (EGS Montpellier).

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le délégataire produit avant le 1^{er} juin de chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport permet à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. En outre, ce rapport annuel du délégataire doit être examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux, selon l'article L.1413-1 du CGCT et par la Commission de Contrôle des Comptes, selon les articles R. 2222-1 à R. 2222-5 du CGCT.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP Fourrière Automobile portant sur l'année 2019 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil municipal par délibération du 30 juillet 2020 ;
- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Monsieur Michel ASLANIAN, en date du 26 novembre 2020 ;

- Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Comptes, présidée par Madame Fanny DOMBRE COSTE en date du 3 décembre 2020.

I) Rappel des principales modalités du contrat :

Le contrat de délégation a pour objet l'exploitation du service public d'enlèvement, sur le territoire de la Ville de Montpellier, aux fins de mise en fourrière, de gardiennage et de restitution des véhicules, conformément aux prescriptions du code de la route.

Le délégataire agit à la demande de la Ville de Montpellier après prescription d'un officier de police judiciaire ou d'un agent de police judiciaire adjoint, chef de la police municipale ou occupant ces fonctions.

Le délégataire perçoit directement auprès des propriétaires ou conducteurs qui retireront leurs véhicules, le paiement des frais occasionnés par la mise en fourrière dans le respect des tarifs fixés par arrêté interministériel. En cas de revalorisation, ces tarifs sont validés par le Conseil municipal.

Dans le cadre de cette délégation, en complément d'activité, la ville de Montpellier a souhaité la mise en place d'une prestation d'enlèvement des Véhicules hors d'usage (VHU) auprès des particuliers.

La délégation s'étend du 01/01/2018 au 31/12/2024, soit une durée d'exploitation de 7 ans. L'année 2019 porte donc sur la 2^{ème} année de délégation.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

A/ L'activité

1/ Enlèvements de véhicules :

En 2019, le nombre de réquisitions reçues et traitées s'est élevé à 9 278.

Il est à noter que 57 interventions ont été annulées avant l'arrivée du camion du délégataire sur le lieu prévu de l'enlèvement.

L'activité Fourrière se compose de :

- 8 352 véhicules entrés en fourrière sur réquisition des autorités de police ;
- 829 véhicules restitués sur le lieu de l'intervention ;
- 40 véhicules ayant fait l'objet d'un déplacement technique.

Soit au total 9 221 interventions en 2019.

- ✓ 1 128 véhicules pour la police nationale (12%);
- ✓ 8 093 véhicules pour la police municipale (88%).

Le taux d'efficacité d'EGS Montpellier (nombre de réquisitions valables/nombre de réquisitions totales) s'élève à 99,38 %.

2/ Sorties de véhicules :

En 2019, les sorties de véhicules se répartissent ainsi, compte tenu également du stock existant sur l'exercice précédent :

- 7 815 enlèvements de véhicules facturés à leur propriétaire,
- 2 308 véhicules mis en destruction,
- 24 véhicules vendus par les Domaines.

Conformément à l'article 50 du contrat, il est prévu une prise en compte des annulations de procédure émanant des autorités de police compétentes. Pour l'année 2019, 78 procédures ont été concernées.

3/ Service d'enlèvement des Véhicules Hors d'Usage :

Afin d'améliorer la gestion en amont des véhicules épaves ou en voie d'épavisation sur le territoire de la commune, il est mis en place un service d'enlèvement des Véhicules Hors d'Usage (VHU). Le délégataire prend en charge gratuitement l'enlèvement, la destruction physique et administrative, sur demande des propriétaires des véhicules.

Ce service concerne 87 véhicules pour l'année 2019.

B/ Principaux moyens mis en œuvre :

1 / Les terrains et locaux :

Deux terrains et des locaux sont mis à disposition par la Ville au délégataire :

- Un Site principal sis 1945 Avenue de Toulouse, d'une superficie totale de 6970 m² qui se compose de :
 - ✓ 5 540 m² de parking et surface ouverte de stockage, dont un parking accueil usagers ;
 - ✓ 1 200 m² de hangar ouvert à usage de stockage ;
 - ✓ 97 m² de locaux à usage de bureaux, vestiaires et sanitaires pour le délégataire.
- Ce site comprend également des bureaux contigus à ceux du délégataire réservé à l'unité fourrière de la Police Municipale. Cet agencement facilite la gestion de l'activité fourrière du fait de la complémentarité des deux activités administratives et opérationnelles.
- Un terrain de stockage sis 280 chemin de Poutigon est réservé principalement aux véhicules de type « judiciaires » et « volés ». Ce site de stockage annexe a fait l'objet d'un agrément par arrêté préfectoral du 22 février 2018.

La Fourrière automobile est desservie par les transports en commun, bus et ligne de tramway « arrêt Sabines ».

Les heures d'ouverture au public sont les suivantes : du lundi au vendredi de 7h30 à 20h00, le samedi 10h00 à 16h00. En dehors de ces horaires, une permanence téléphonique est assurée 24h/24 et 7j/7.

2 / L'effectif :

Au 31 décembre 2019, les effectifs s'élevaient à 11 salariés : 1 responsable d'exploitation (cadre), 1 responsable technique (agent de maîtrise), 2 personnels d'accueil et 7 chauffeurs.

Le gardiennage du site, la nuit, les dimanches et jours fériés, est confié à une société extérieure.

3/ Véhicules d'enlèvement :

Le parc de véhicules est constitué de 10 véhicules de remorquage : un camion plateau, huit véhicules équipés d'un panier de remorquage et enfin un fourgon 9m³ pour l'enlèvement des deux roues (location).

L'ensemble des camions est soumis aux contrôles obligatoires. Un outil informatique de géolocalisation de la flotte de véhicules de remorquage permet de rationaliser les trajets effectués et renforce la sécurité des équipages en mission.

Compte tenu des moyens humains et matériels la capacité de la fourrière est de 8 000 à 12 000 véhicules par an.

C/ La qualité du service public

Le site de la fourrière offre les conditions d'un service public de qualité qui a permis à la Ville d'élargir le périmètre Qualiville à l'accueil fourrière de la police municipale depuis 2013.

La certification Qualiville (AFNOR) pour le guichet police municipale a été reconduite en 2019.

D) La grille tarifaire :

Les tarifs des frais de fourrière appliqués début 2019 correspondaient aux tarifs indiqués dans l'annexe 5 du contrat DSP, issus de l'arrêté interministériel du 10 août 2017 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 fixant les tarifs des frais de fourrière pour automobiles.

Les tarifs des voitures particulières ont fait l'objet de modifications par voie de délibérations du conseil municipal durant l'exercice 2019.

Les tarifs au 31 décembre 2019 sont les suivants :

Catégories de Véhicules	Opérations préalables	Enlèvements	Garde journalière
Véhicules Poids Lourds 3,5 t ≤ PTAC ≤ 44 t	22,90 €	122,00 €	9,20 €
Voitures particulières	15,20 €	120,18 €	6,36 €
Autres véhicules immatriculés Cyclomoteurs, motocyclettes, tricycles à moteur et quadracycles à moteur non soumis à réception	7,60 €	45,70 €	3,00 €

Au-delà de trois jours de présence sur le parc, les véhicules doivent faire l'objet d'une expertise. Ces frais s'ajoutent alors aux frais de fourrière dus par le propriétaire du véhicule.

Le coût des frais d'expertise est de 18,80 €, majoré des frais de dossier de 24 €, soit au total 42,80 €.

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

Pour l'année 2019, le rapport annuel du délégataire présente un résultat net déficitaire de -233 K€ alors que le compte d'exploitation prévisionnel prévoyait un résultat bénéficiaire de 43 K€ soit un écart de -276 K€.

Les produits d'exploitation s'élèvent à 1 303 K€ soit -26% par rapport au prévisionnel contractuel et -9 % par rapport à l'exercice 2018. Les produits d'exploitation se composent d'enlèvement pour 41% (530 K€), des ventes de ferraille pour 16% (204 K€), de gardiennage pour 13% (167 K€), des judiciaires pour 13% (176 K€), de facturation de terrain privé pour 12% (164 K€) et de produits divers pour 5% (62 K€).

Les charges d'exploitation s'élèvent à 1 514 K€ soit -136 K (-8%) par rapport à l'exercice 2018. Elles se composent notamment des charges de personnel pour 42% (630 K€), de la redevance versée à la Ville de Montpellier pour 20% (301 K€), des frais et charges de gestion pour 11% (168 K€), des amortissements pour 9% (141 K€), de surveillance pour 5% (71 K€) et des frais de structure pour 4% (65 K€).

On note que la dérive importante concernant les frais de personnel en 2018 est aujourd'hui corrigée. Cependant les charges de personnel restent trop importantes au vu de l'activité réalisée, représentant 42% des charges. Le volume d'activité ne permet pas de couvrir les charges d'exploitation de la délégation, ce qui explique notamment le déficit de l'année 2019.

La redevance perçue par la Ville de Montpellier s'élèverait à 301 K€. Elle se compose d'une part fixe de 100 K€ et d'une part variable représentant 15% des produits d'exploitation.

Cette redevance apparaît cependant à hauteur de 295 K€ dans la comptabilité du délégataire. La correction de cette erreur sera réalisée dans le cadre de l'exercice comptable 2020 conformément aux accords établis entre le délégant et le délégataire.

Le montant total de la redevance 2019 a été versé à la Ville en 2020.

Malgré les capitaux propres négatifs de la société dédiée, consécutifs aux deux déficits cumulés réalisés (-426K€), la structure reste portée par un groupe national important présentant des capitaux propres conséquents et une solidité financière avérée.

Toutefois, des négociations ont été engagées par le délégataire au regard du déséquilibre structurel constaté sur le contrat après ces 2 années de recul.

Le contrat impose une politique d'entretien et de renouvellement à hauteur de 280 K€ sur la durée du contrat avec une clause d'engagement financier de reversement à la Ville de Montpellier en cas de non utilisation. Le délégataire a actuellement utilisé 50 K€ depuis le début du contrat. A la fin de la délégation, les sommes non consommées seront remboursées à la Ville.

Conformément au contrat, le délégataire a dépensé 765 K€ en investissement dont 580 K€ en matériel de transport et 144 K€ en agencements (racks de stockage et installation second terrain), constituant des biens de retour pour la Ville de Montpellier en fin de délégation.

I) Conclusion et perspectives

Ce résultat déficitaire, qui s'ajoute à celui de 2018 reste sans impact pour le délégant qui voit sa rémunération assurée.

Il convient toutefois de s'interroger après ces deux premières années de contrat sur l'équilibre économique de la DSP et l'absence d'adéquation entre le niveau des charges d'exploitation et l'activité de la fourrière automobile.

Cette seconde année de contrat est notamment marquée par une baisse des interventions de l'ordre de 6% par rapport à l'année 2018. Il est à noter un parc contraint avec un stock important de véhicules volés ou faisant l'objet de réquisitions judiciaires.

Une vigilance extrême est aujourd'hui à observer compte tenu des différents impacts de la crise sanitaire actuelle liée à la pandémie de Covid-19, sur l'activité de l'équipement et sur les équilibres économiques qui seront observés au regard de la clôture comptable au 31/12/2020. Le délégataire étant déjà en proie à de graves difficultés financières, il reste impératif de pouvoir s'assurer de la continuité d'exploitation du service public.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte de l'examen du rapport du délégataire de service public relatif à l'exercice 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 décembre
2020**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 24 décembre 2020

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20201214-149844-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/12/20
Réception en Préfecture : 24/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.